

Jean Mairey, né le 9 août 1907 à Dijon et mort le 16 octobre 1982 à Montbard.

Il milite au sein de la SFIO. À partir de 1936, il écrit de nombreux articles dans le Socialiste côte-d'orien. D'abord partisan de la non-ingérence dans la guerre d'Espagne, il se prononce pour l'intervention dans un article du 01/02/1938. Il fait partie du courant de gauche Bataille socialiste au sein de la SFIO. Il est hostile aux accords de Munich et les attaque dans une série d'articles de presse.

Après l'armistice, il est démobilisé avec le grade d'aspirant. À son retour à la vie civile, compte tenu de son militantisme d'avant-guerre, les autorités de Vichy l'empêchent de retrouver son poste à Dijon. Grâce à l'appui de l'Inspecteur général Jules Isaac, qui sera révoqué en vertu du statut discriminatoire des Juifs pris par le régime de Vichy, il est affecté au lycée du Parc à Lyon à partir du 01/09/1940.

Il s'engage rapidement dans la Résistance. Il participe aux réunions autour du groupe « *Esprit* » d'Emmanuel Mounier, qui seront à l'origine de la création de plusieurs mouvements et organisations de résistance auxquels il adhère. Avec son collègue du lycée du Parc, Georges Bidault, il assure la rédaction de plusieurs journaux clandestins. De 05 à 10/1942, le journal *Combat*, organe du mouvement du même nom, est rédigé à son domicile. C'est chez lui aussi qu'est préparé l'appel du 14/07/1942 qui entraîne des manifestations de masse, en particulier à Lyon.

Avec Pierre-Henri Teitgen, il s'occupe de l'échelon régional du CGE, un groupe d'experts chargé au nom du Général de Gaulle de préparer les mesures immédiates à prendre dès la libération du territoire. Avec Auguste Pinton, il continue de réaliser la même mission pour les *MUR*. En 10/1943, pour échapper à la Gestapo, qui le recherche activement, il se fait muter au lycée Hoche à Versailles et enseigne à son annexe de Saint-Cloud.

Mais, au début du printemps 1944, toujours activement recherché, il doit se faire oublier. Il s'installe alors en Côte d'Or où il se consacre au NAP dans la région Bourgogne et participe à la mise en place des CDL. Il est l'adjoint de Jean Bouhey, nommé, par la France Libre, Commissaire de la République pour la Bourgogne et la Franche-Comté.

Il devient, le 1/04/46, préfet de Seine-inférieure à Rouen. Le 01/07/1954, Pierre Mendès-France le nomme Directeur général de la Sûreté nationale. Le 10/07/1954, il devient Secrétaire général du ministère de l'Intérieur. Le 01/01/1958, il est nommé IGAME de la région Aquitaine à Bordeaux. Le 01/08/1958, avec le retour au pouvoir du Général de Gaulle, il reprend son poste de Secrétaire général du ministère de l'Intérieur.

De 1961 à 1964, il est PDG de la société Avenir-Publicité. Puis il reprend son métier d'enseignant dans les lycées Buffon puis Charlemagne à Paris. Il prend sa retraite en 1972.

- **Commandeur de la Légion d'Honneur**
- **[Compagnon de la Libération - décret du 27 décembre 1945](#)**
- **Croix de Guerre 1939-1945 avec palmes**



IN MEMORIAM – Jean MAIREY, compagnon de la Libération (décédé le
16 octobre 1982)

et autres distinctions.